



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral n° 2718/2026/55
fixant des prescriptions complémentaires à la société Finorga
Établissement de Mourenx**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1er du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 03/IC/308 du 26 mai 2003 autorisant la société Finorga à implanter une unité de séparation des isomères EDIN, et actualisant les prescriptions applicables à l'ensemble des installations de son établissement de Mourenx ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2718/2025/16 du 18 mars 2025 fixant des prescriptions complémentaires à la société Finorga de suspension du rejet « eaux biodégradables » et la surveillance des rejets « eaux pluviales » à l'ensemble des installations de son établissement de Mourenx ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2718/2025/73 du 1 juillet 2025 fixant des prescriptions complémentaires à la société Finorga de réduction à la source des émissions potentielles de PFAS à l'installation MUSE de son établissement de Mourenx ;
- VU** la note d'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans sa version du 20 février 2024 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance du 16 octobre 2024 concernant la mise en œuvre du projet de modification dit projet « Kaïros phase 1 » ;
- VU** le courrier de l'inspection des installations classées du 25 avril 2025 prenant acte du projet de modification de la société Finorga (Axplora) dit projet « Kaïros phase 1 » ;
- VU** l'avis en date du 23 avril 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 24 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le courriel du pétitionnaire en date du 7 mai 2026 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société Finorga, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sur la commune de Mourenx (64), a déposé une demande de modification de son autorisation afin d'intégrer le projet Kaïros phase 1, visant la fabrication d'un peptide destiné au traitement du diabète dans le bâtiment U2, ainsi que des aménagements connexes (modification du magasin M2 et ajout d'un groupe froid au dioxyde de carbone) ;

CONSIDÉRANT que le procédé « Kaïros phase 1 » utilise de l'acide trifluoroacétique (TFA) qui est une substance per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et que la substance médicamenteuse brute introduite dans le procédé, appelée « crude », est également un sel de TFA ;

CONSIDÉRANT que le crude est introduit dans le procédé sous forme de poudre et que la conception de l'installation doit garantir qu'aucune émission de cette substance ne se produise dans les rejets atmosphériques canalisés ou diffus ;

CONSIDÉRANT que le TFA est un composé organique volatile et soluble dans l'eau, et que la conception de l'installation doit garantir l'absence de rejet de cette substance dans les émissions atmosphériques canalisées et diffuses ou dans les rejets aqueux ;

- CONSIDÉRANT** que le Gouvernement a publié le 4 avril 2024 un plan d'action interministériel pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées ;
- CONSIDÉRANT** que ce plan d'action prévoit, pour les PFAS, des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions ;
- CONSIDÉRANT** que ce plan prévoit des actions visant à réglementer la surveillance des émissions et la suppression des rejets de PFAS dans l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que l'évolution des connaissances acquises sur le TFA, relevant de la famille des PFAS, conduit à suspecter cette substance d'être reprotoxique à des niveaux d'exposition aigus ;
- CONSIDÉRANT** que ces substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles d'avoir des effets sur l'environnement et la santé humaine, et que certaines substances ont un caractère extrêmement persistant dans l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** qu'à ce titre, aux termes de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du Code de l'environnement à l'occasion de ces modifications ;
- CONSIDÉRANT** que les conditions d'exploitation telles qu'elles sont complétées par le projet d'arrêté joint, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article premier : Exploitant titulaire et portée de l'autorisation

La société Finorga dont le siège social est situé 497 route de Givors BP09 (38670) Chasse-sur-Rhône, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Mourenx des installations de production de principes actifs et de produits intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté et de son annexe technique dans le cadre de la mise en œuvre du projet Kaïros phase 1.

Les dispositions du présent arrêté abroge toutes les dispositions contraires figurant dans les arrêtés préfectoraux antérieurs applicables aux installations.

Article 2 : Conformité aux dossiers

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant dès lors que ces dispositions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 3 : Nature des installations

La nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau figure en annexe technique du présent arrêté. Les installations au sens de cet arrêté correspondent aux installations dites « Kaïros phase 1 ».

Article 4 : Tableau de classement

Le tableau de classement de l'annexe I remplace le tableau de classement de l'arrêté préfectoral n° 2718/2016/06 du 4 mars 2016.

Article 5 : Prescriptions complémentaires

Des arrêtés complémentaires pourront être pris sur proposition de l'inspection des installations classées. Ils pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement rendra nécessaire.

Les conditions fixées ci-dessus ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 6 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mourenx et peut y être consultée par les personnes intéressées ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Mourenx pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mourenx ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Mourenx le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FINORGA.

Pau, le

11 MAI 2026

Le Préfet,


Jean-Marie GIRIER

ANNEXE I :
Prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° 2718/26/55
Table des matières

TITRE 1. CHAMP D'APPLICATION.....	7
Article 1.1. Description des installations.....	7
Article 1.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE).....	7
Article 1.3. Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	10
Article 1.4. Programme d'autosurveillance.....	11
Article 1.4.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	11
Article 1.4.2. Analyse et transmissions des résultats de l'autosurveillance.....	11
TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	12
Article 2.1. Conception des installations.....	12
Article 2.1.1. Dispositions générales.....	12
Article 2.1.2. Pollutions accidentelles.....	12
Article 2.1.3. Odeurs.....	13
Article 2.1.4. Émissions diffuses et envols de poussières.....	13
Article 2.2. Conditions de rejet.....	13
Article 2.3. Limitation des rejets.....	15
Article 2.3.1. Valeurs limites des concentrations et de flux de polluants rejetés dans les rejets atmosphériques canalisés du projet KAIROS 1.....	15
Article 2.3.2. Émissions diffuses non fugitives.....	15
Article 2.4. Surveillance des rejets atmosphériques liés au projet KAIROS 1.....	16
Article 2.4.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	16
Article 2.4.2. Surveillance des émissions diffuses.....	16
Article 2.4.3. Modification du programme d'autosurveillance.....	16
TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	17
Article 3.1. Localisation des points de rejets.....	17
Article 3.2. Limitation des rejets.....	17
Article 3.3. Dispositions générales concernant les eaux pluviales.....	17
Article 3.4. Surveillance des eaux pluviales.....	17
Article 3.5. Bilan de la composition en PFAS au point de rejets des eaux pluviales.....	18
Article 3.6. Surveillance des utilités.....	18
TITRE 4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	19
Article 4.1. Mélanges incompatibles.....	19
Article 4.2. Gestion des eaux incendies polluées au TFA.....	19
Article 4.3. Moyens de lutte contre l'incendie.....	19
Article 4.4. Plan d'Opération Interne.....	19
TITRE 5. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	20
Article 5.1. Prévention et gestion des déchets.....	20
Article 5.2. Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	20
Article 5.3. Limitation du stockage sur site.....	22
ANNEXE CONFIDENTIELLE.....	23
Tableau de classement complet.....	23

TITRE 1. CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1.1. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La société FINORGA exploite sur le site de MOURENX (64) une usine spécialisée en chimie fine, à savoir la production par procédés discontinus de principes actifs et de produits intermédiaires destinés à l'industrie pharmaceutique.

Le site est composé :

- De bâtiment abritant les lignes de fabrications : U0, U1, U2 ;
- De stockages extérieurs de produits chimiques en vrac : S0, S1, S2, S3, et S4 ;
- De magasins : M1, M2, MD1 ;
- D'une zone déchets ;
- D'un atelier de broyage de micronisation ;
- Et de bâtiments administratifs, et de maintenance.

Le présent arrêté encadre la phase 1 du projet Kairos, qui consiste à fabriquer sur le site de MOURENX un peptide pour le traitement du diabète dans le bâtiment U2.

Dans le cadre de ce nouveau projet, la société FINORGA est autorisée à :

- Procéder à la modification des équipements dans le bâtiment U2 afin de pouvoir fabriquer un nouveau produit ;
- Modifier le bâtiment U2 et ajouter une élévation ;
- Modifier le magasin de stockage M2 avec l'ajout d'un groupe froid au dioxyde de carbone.

Les dispositions du présent arrêté préfectoral s'appliquent aux installations liées au projet Kairos.

ARTICLE 1.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES (ICPE)

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime ¹	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1185-2a	DC ²	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg .	3 tonnes – fluides frigorigènes
1185-2b	D	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg .	350 kg – équipements d'extinction

Rubrique Alinéa	Régime ¹	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1434-2	A	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	3 postes de chargement ou de déchargement de 75 m ³ /h
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t.	Quantité stockée : 6,5 t
1630-2	D	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de) Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t.	2 cuves de soude Potasse en conteneurs ou fûts Quantité stockée : 185 t
2240-B-2-b	DC ²	Huiles et corps gras d'origine animale ou végétale (extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion des activités qui relèvent des rubriques 2631, 2791, 3410 ou 3642. B) Autres installations que celles visées au A, dont la capacité de production est : 2 – Autres installations b) Supérieure à 200 kg/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j.	Production de 200 t/an avec un fonctionnement 330 j/an soit environ 610 kg/j
3450	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires.	Ateliers U0, U1 et U2
4110.2	A – SH	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substance et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg.	20 t
4120.1	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieur ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.	25 t
4120.2	A	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	20 t
4130.1	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t mais inférieure à 50 t.	20 t
4130.2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	15 t

Rubrique Alinéa	Régime ¹	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
4140.1	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t mais inférieure à 50 t.	40 t
4140.2	A – SB	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2) Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	20 t
4330.1	A – SB	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t.	20 t
4331.1	A	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t.	1 200 t
4441.2	D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.	5 t
4510.1	A – SB	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t.	150 t
4610.2	DC ²	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 10 t mais inférieure à 100 t.	20 t
47XX ³	D	Substance nommément désignée	Données non diffusées
47XX ³	A	Substance nommément désignée	Données non diffusées
47XX ³	D	Substance nommément désignée	Données non diffusées
47XX ³	A – SH	Substance nommément désignée	Données non diffusées

¹ : A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

² : En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

³ : Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 6 novembre 2017). Le tableau de classement complet est disponible en annexe confidentielle au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1.3. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial ;
- Les plans tenus à jour ;
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site et durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.4. PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 1.4.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les titres Protection de la qualité de l'air et Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques de la présente annexe définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 1.4.2. Analyse et transmissions des résultats de l'autosurveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est adressé mensuellement à l'inspection des installations classées.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

ARTICLE 2.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- À faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- À réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en arrêtant les installations concernées. Toute production susceptible de générer des émissions de PFAS est arrêtée au plus tôt, en garantissant la sécurité des installations et de façon à minimiser les rejets atmosphériques.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'émission de trifluoroacétique acide (TFA) ou de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) à l'atmosphère.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 2.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'environnement non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés.

Article 2.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 2.1.4. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

En particulier, l'exploitant empêche le transfert de substances médicamenteuses via les poussières.

ARTICLE 2.2. CONDITIONS DE REJET

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Par défaut, les méthodes d'analyses sont celles définies dans l'Avis du 18/02/26 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ou tout autre document se substituant à celui-ci.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Les rejets canalisés liés au projet Kairos phase 1 sont les suivants :

N° de conduit	Traitement (détails du traitement des rejets)	Installations raccordées (Liste des cuves et installations raccordées)	Nature des émissions	Débit nominal en Nm3/h	Débit maximum en Nm3/h
1.1	Unité cryogénique	RC-401, R-C20, R-C40, TA-C30, TA-C31, RC-41, cuves de fractionnement #1, TA-C16, TA-C13, TA-C17, TA-C18, TA-C19, TA-C10, cuves de fractionnement #2, TA-C15, TA-C11, TA-C12, RC-42, RC-43, TA-C14, RC-50, RC-51, RC52, RC-60, RC-61, RC-62, RC-66, Filter Dryer FD-C64, local matières premières 008, TA-C01, TA-C03, TA-C04, TA-C02, TA-C24, TA-C05, TA501/TA503, TA012/TA014	Eau, acétonitrile, soude, acide acétique, méthanol, acétate d'éthyle, TFA	600	1000
1.2	CTA01 : Centrale de traitement d'air	U2 zones techniques	Poussières, COV, TFA	250	300
1.3	CTA02 : Centrale de traitement d'air	U2 hall et élévation	Poussières, COV, TFA	10250	39390
1.4	CTA03 : Centrale de traitement d'air avec filtres F7 et H14. Boîte à gant avec filtres P100.	U2 filtre sécheur	Poussières, COV, TFA	5970	6045
1.5	CTA04 : Centrale de traitement d'air avec filtres F7 et H14. Boîte à gant avec filtre H14.	U2 RC-401	Poussières, COV, TFA	4830	4830

Du fait de la présence potentielle de traces de TFA dans les événements des cuves TA-501/TA-503 et TA012/TA014, l'exploitant raccordera sans délai ces cuves à l'unité cryogénique, ou à un système de traitement permettant de respecter des valeurs limites d'émissions identiques à celles imposées sur le conduit 1.1.

Les rejets des installations susceptibles de contenir du TFA doivent être raccordés à un système de traitement permettant l'élimination du TFA dans les rejets atmosphériques.

ARTICLE 2.3. LIMITATION DES REJETS

Article 2.3.1. Valeurs limites des concentrations et de flux de polluants rejetés dans les rejets atmosphériques canalisés du projet KAIROS 1

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sans correction pour le niveau d'oxygène. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les rejets issus du conduit n° 1.1 respectent les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes :

Paramètre	Code CAS	Concentration (en mg/Nm3)	Flux (en g/h)
Poussières, y compris particules fines		5	3
COVT		20	12
Acide trifluoroacétique (TFA)	76-05-1	< LQ (Limite de quantification)	-

Les rejets issus des conduits n° 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 respectent les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes :

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 Concentration en mg/Nm3
Poussières, y compris particules fines		5
COVT		20
Acide trifluoroacétique (TFA)	76-05-1	< LQ (Limite de quantification)

Article 2.3.2. Émissions diffuses non fugitives

Les émissions diffuses non fugitives identifiées pour le projet Kaïros phase 1 correspondent aux rejets suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Zone	Description	Substances émises
2.1	TA-A01	S1	Évent de la cuve de stockage vrac	Méthanol
2.2	TA-A02	S1	Évent de la cuve de stockage vrac	Acétate d'éthyle

ARTICLE 2.4. SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES LIÉS AU PROJET KAIROS 1

Article 2.4.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets des conduits n° 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5 dans les conditions suivantes :

Paramètres	Conduit 1.1	Conduits 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5
Débit	Mensuel	Mensuel
O2	Mensuel	Mensuel
Poussières, y compris particules fines	Mensuel	Mensuel
COVT	Mensuel	Mensuel
acide trifluoroacétique (TFA)	Mensuel	Mensuel

Article 2.4.2. Surveillance des émissions diffuses

Article 2.4.2.1. Rejets diffus non fugitifs

L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses non fugitive comme suit :

Paramètres	Conduit 2.1	Conduit 2.2
Débit	Annuel	Annuel
O2	Annuel	Annuel
COVT	Annuel	Annuel

En tout état de cause, la première campagne sera réalisée sous 1 mois après la date de signature du présent arrêté.

Article 2.4.2.2. Rejets diffus fugitifs

L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses fugitives, conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 4 novembre 2024 susvisé.

Article 2.4.3. Modification du programme d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance est adaptable sur initiative de l'inspection, ou sur demande de l'exploitant, selon les résultats acquis pendant une période minimum de 6 mois, après accord de l'inspection des installations classées.

TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1. LOCALISATION DES POINTS DE REJETS

Conformément à l'article 4.7.4 de l'arrêté préfectoral n° 2718/13/41 du 8 novembre 2013, le site dispose de deux points de rejet :

- Point de rejet n° 1 : Correspond aux eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées. Un point de rejet unique rejoint le réseau des eaux pluviales de la plateforme industrielle de Mourenx ;
- Point de rejet n° 2 : Correspond aux eaux industrielles biodégradables. Le rejet est préalablement stocké et neutralisé avant de rejoindre la zone de regroupement des eaux industrielles biodégradables de la plateforme industrielles de Mourenx.

ARTICLE 3.2. LIMITATION DES REJETS

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2718/2025/16 du 18 mars 2025, aucun envoi n'est autorisé via le point de rejet n° 2.

Les effluents aqueux sont évacués du site dans une filière déchet adaptée, comme détaillé au titre Prévention et gestion des déchets.

ARTICLE 3.3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES EAUX PLUVIALES

L'exploitant s'assure de la bonne conception et de la performance des installations de traitement des rejets atmosphériques afin de minimiser les retombées de poussières pouvant contaminer les eaux de toitures ou les rejets des eaux pluviales.

Le rejet eaux pluviales se fait dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la plateforme avant rejet milieu.

Sont raccordés au point de rejet des eaux pluviales :

- Les eaux pluviales collectées dans les rétentions ;
- Les eaux de voiries ;
- Les eaux de toitures.

Ne sont pas autorisés au rejet des eaux pluviales :

- Les eaux pluviales collectées dans les rétentions des cuves stockant des produits susceptibles de contenir des PFAS et notamment du TFA ;
- Les eaux de nettoyage des lignes de process en phase démarrage ;
- Les eaux de process ;
- Les eaux de nettoyage du process ;
- Les eaux provenant des bondes et siphons de sol de l'atelier U2.

Les effluents aqueux sont évacués du site dans une filière déchet adaptée, comme détaillé au titre Prévention et gestion des déchets.

ARTICLE 3.4. SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Le programme de surveillance au point de rejet n° 1 définit à l'article 4.11.1 de l'arrêté préfectoral n° 2718/13/41 du 8 novembre 2013 correspondant au rejet eaux pluviales ci-dessus est complété par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un programme de surveillance pour le rejet 1 incluant les paramètres suivants :

Paramètre	Codes CAS / Sandre	Type de prélèvement	Fréquence
Trifluoroacétique acide (TFA)	CAS n° 76-05-1 / Code Sandre 8858	Ponctuel lors des épisodes pluvieux	Mensuel
		Prélèvement 24 h	Trimestriel

En cas de détection de TFA, l'exploitant établit un plan d'action visant à identifier l'origine de la présence de TFA dans les rejets et à définir les solutions et aménagements nécessaires pour supprimer le rejet de TFA.

Les conclusions de ce plan d'action sont transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois après la première détection de TFA.

ARTICLE 3.5. BILAN DE LA COMPOSITION EN PFAS AU POINT DE REJETS DES EAUX PLUVIALES

Afin de prévenir des risques de contamination en TFA dans le rejet des eaux pluviales, l'exploitant met en œuvre, dès la mise en service du projet Kairos phase 1, le programme de surveillance suivant :

- Substance concernée : TFA ;
- Lieux de prélèvement : chaque point de raccordement au réseau pluvial du site de Finorga, incluant chaque rétention ;
- Périodicité : 1 mesure par point ;
- Type de prélèvement : ponctuel.

Au plus tard 3 mois à compter de la mise en service du projet Kairos phase 1, l'exploitant transmet un rapport de synthèse de cette surveillance comprenant :

- Le plan des réseaux indiquant les lieux de prélèvement ;
- Un tableau récapitulatif des mesures réalisées ;
- Des commentaires et explications sur les résultats obtenus ;
- Le cas échéant :
 - La liste des rétentions où le TFA a été détecté dans des concentrations supérieures à la limite de quantification, et en conséquence, ne pouvant pas être autorisées à être connectées au pluvial ;
 - Un plan d'actions visant à supprimer ou à défaut réduire la présence de TFA ;
 - L'analyse des résultats obtenus pourra prendre en compte de la teneur en TFA présente dans les eaux pluviales non susceptibles d'être contaminées par les installations du site (par exemple installation de mesure de type pluviomètre).

ARTICLE 3.6. SURVEILLANCE DES UTILITÉS

Considérant le risque d'une fuite de TFA, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour identifier toute contamination des réseaux communs à la plateforme et tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la surveillance mise en place et les fiches réflexes associées. En cas de contamination avérée en TFA, l'exploitant est tenu d'informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées.

TITRE 4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 4.1. MÉLANGES INCOMPATIBLES

Les conditions de stockage tiennent compte de la nature des produits et de leurs incompatibilités. Les consignes d'exploitation et de sécurité précisent les conditions de conservation et les précautions à respecter pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. Les réservoirs contenant de tels produits sont implantés, identifiés et exploités de manière à exclure tout contact accidentel ou mélange. Ils ne sont jamais associés à une même rétention, y compris en rétention déportée.

L'exploitant met en œuvre les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour prévenir tout mélange incompatible lors du dépotage. Les postes de dépotage sont clairement identifiés, dotés de dispositifs évitant les raccordements erronés et soumis à un contrôle systématique de la nature du produit avant branchement. Les procédures d'accueil des transporteurs précisent les vérifications à effectuer et sont strictement appliquées. Tout écart ou tentative de raccordement non conforme est enregistré et analysé afin d'éviter son renouvellement.

ARTICLE 4.2. GESTION DES EAUX INCENDIES POLLUÉES AU TFA

Dans le cadre de la phase 1 du projet Kaïros et du fait de la mise en œuvre de TFA ou de produits contenant du TFA, l'exploitant minimise tout rejet de TFA dans l'environnement en cas d'incident ou d'accident.

Les eaux d'extinctions susceptibles d'être polluées par du TFA sont autant que possible confinées sur site afin de limiter l'impact de celles-ci sur les ouvrages communs à la plateforme industrielle de Mourenx.

ARTICLE 4.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de lutte contre l'incendie associés à la phase 1 du projet Kaïros sont :

- Un système de détection automatique d'incendie (fumées et ATEX) équipant le bâtiment U2 ;
- Un système de détection de flamme avec extinction mousse au niveau des stockages du bâtiment U2 (rétention de la cuve TA-C05, et rétention des cuves TAC 25 et TAC 24) ;
- Un système de détection de flamme avec sprinklage sous émulseur au niveau des stockages S1 et S4 ;
- Un système d'extinction automatique d'incendie équipant le bâtiment U2 adapté aux produits présents.

ARTICLE 4.4. PLAN D'OPÉRATION INTERNE

Avant la mise en service du projet Kaïros phase 1 et du fait de la mise en œuvre de TFA ou de produits contenant du TFA, l'exploitant met à jour son Plan d'Opération Interne (P.O.I.) et les documents associés.

Cette mise à jour du POI inclut les éléments suivants :

- Sur les installations liées Kaïros phase 1, l'identification en cas d'incendie généralisé de la composition des fumées, y compris des substances PFAS et de leurs produits de décomposition et leur dispersion dans l'atmosphère.

TITRE 5. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

En particulier, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant de la capacité de la filière choisie de traiter le déchet, en particulier le TFA présent dans le déchet, pour éviter son rejet dans l'environnement. Cette disposition ne s'applique pas en cas d'absence confirmée par mesure de TFA ou autre PFAS.

Il s'assure que l'entité à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.2. PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Dans le cadre de la phase 1 du projet Kaïros, les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchet	Description du procédé générant le déchet	Composition (Substances attendues)	Code déchet	Quantité (Kaïros phase 1)
Industriels dangereux liquides type W1 (bas PCI avec traces de TFA)	Issu du procédé, incluant nettoyage des équipements	Issu du procédé : Eau 30 à 61 %, acétonitrile 39 à 70 %, traces de TFA	07 05 04*	≈ 124,7 m ³ par lot, soit 2 868 à 3 367 m ³ pour la phase 1
Industriels dangereux liquides type W2 (bas PCI sans traces de TFA)	Issu du procédé, incluant nettoyage des équipements	Eau 10 à 100 %, acétonitrile 0 à 90 %, traces d'acétate d'éthyle	07 05 04*	≈ 69,2 m ³ par lot, soit 1 352 à 1 587 m ³ pour la phase 1
Industriels dangereux liquides type W3 (haut PCI)	Issu du procédé, incluant nettoyage des équipements	Méthanol 1 à 100 %, acétate d'éthyle 0 à 99 %, traces d'eau	07 05 04*	≈ 10,8 m ³ par lot, soit 248 à 292 m ³ pour la phase 1
	Condensats de l'unité de cryogénie	Mélange méthanol, acétate d'éthyle, acétonitrile, traces d'eau, TFA	07 05 04*	≈ 4 à 17 tonnes par mois
Industriels non dangereux liquides type W4	Rinçage des installations procédés	Eau et traces de solvants (acétonitrile, méthanol, acétate d'éthyle), traces de TFA	07 05 04*	≈ 12 m ³ par rinçage avec 2 à 3 rinçages par an pour la phase 1
Toxiques en quantités dispersées (DTQD)	Analyse au laboratoire de contrôle qualité	Mélange d'échantillons issus des flux W1, W2et W3	07 05 08*	Non quantifiable

Type de déchet	Description du procédé générant le déchet	Composition (Substances attendues)	Code déchet	Quantité (Kaïros phase 1)
	Résidus liquides de nettoyage d'épandage accidentel de solution contenant du TFA	Mélange d'eau, d'acétonitrile, traces de TFA	07 05 08*	Non quantifiable
Activités de soins à risques infectieux DASRI	Analyses au laboratoire de microbiologie	Aiguilles, seringues, géloses, EPI	18 01 03*	≈ 100 kg/an
Industriels dangereux solides – souillés traces TFA	Chargement de TFA 50 %	Fût en acier et PEHD avec égouttures	15 01 10*	1 fût par lot, soit 23 à 27 fûts pour la phase 1
	Échantillonnage et installation du fût de TFA 50 % au poste de chargement	EPI souillés : divers plastiques Flacons ou poches d'échantillons vidés : verre ou divers plastiques Lingette de nettoyage des égouttures Médias filtrants, joints en matière synthétique	15 02 02*	Non quantifiable
	Matériel d'intervention en cas d'épandage accidentel	Absorbant souillé, tuyau souple	15 02 02*	Non quantifiable
Industriels dangereux solides – exempt de TFA	Échantillonnages Consommables solides issus du procédé de fabrication	EPI souillés : divers plastiques Flacons ou poches d'échantillons vidés : verre ou divers plastiques Médias filtrants, joints en matière synthétique	15 02 02*	Non quantifiable
Industriels dangereux solides – traces de substances médicamenteuses	Chargement de la substance médicamenteuse sous forme de poudre dans le procédé	Contenu : traces de substance médicamenteuse Contenants (fûts et divers emballages) : PEHD	07 05 08*	≈ 18 fûts par lot, soit 414 à 486 fûts pour phase 1
Industriels banaux	Activité de logistique (réception) et de magasinage	Palettes, papier-carton, métal, verre, bois	15 01 01 15 01 02 15 01 07	-

* : Déchet dangereux qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

ARTICLE 5.3. LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

Dans le cadre de la phase 1 du projet Kaïros et sur son site, l'exploitant ne stocke pas plus que les quantités de déchets suivantes :

- pour les déchets liquides, un équivalent de 3 lots de production,
- pour les déchets solides, un équivalent de 10 lots de production.

Et en tout état de cause, l'exploitant ne stocke pas les déchets pour une période supérieure à un an.